

Appel à communications

Colloque « La représentation politique en question »

Centre Emile Durkheim et CESSP-CRPS

4-5 Avril 2013. Lieu : IEP de Bordeaux

Participation du public, sondages, interaction directe des citoyens et des élus sur les plateaux de télévision, chat en ligne, primaires partisanes... Autant d'outils souvent mobilisés comme des réponses à une « crise de la représentation » qui traduiraient l'avènement d'un « nouvel esprit de la démocratie ». Indépendamment des qualificatifs attribués à ces formes de gouvernement démocratique (« démocratie continue », « démocratie du public », « démocratie d'opinion », « démocratie de proximité »), l'existence de cet ensemble de pratiques, plus ou moins formalisées, de monopolisation et d'entretien de la représentation souligne que les modalités électorales et parlementaires de la délégation du pouvoir de représentation ne suffisent plus. En ce sens, cette nouvelle ingénierie de la représentation semble indiquer une mutation profonde du lien représentatif : la représentation ne reposerait plus sur la délégation des représentés à leur représentant. C'est cette hypothèse que ce colloque se propose de mettre à l'épreuve.

En effet, plus de 30 ans après les travaux de Pierre Bourdieu sur la délégation, il reste beaucoup à comprendre des mécanismes de la représentation politique, surtout si on ne la pense pas à travers le seul prisme étroit de la représentation électorale mais bien comme un univers concurrentiel pour la représentation de groupes sociaux dans lequel s'affrontent, ou coopèrent, des acteurs aux ressources et aux intérêts variés. En outre, il faut aussi s'interroger sur la façon dont l'évolution du champ scientifique (en particulier des sciences sociales) contribue à redéfinir les formes légitimes de la représentation des groupes sociaux, et partant, à construire ces transformations de la démocratie.

Afin de comprendre ce que signifie la représentation politique aujourd'hui, on peut dégager deux principaux axes de réflexion.

1^{er} axe : Les représentants au travail. Acteurs et pratiques de la représentation politique

Un premier axe de réflexion vise à dresser un bilan des acteurs et des pratiques de la représentation politique aujourd'hui. En effet, en raison de la multiplication des échelles de représentation, de la tendance à la professionnalisation du travail de collaboration des élus ou encore de l'apparition de nouveaux acteurs aux côtés des entreprises partisanes il semble nécessaire de s'interroger de nouveau sur qui sont les représentants et sur ce qu'ils font, pour rendre compte de ce que « représenter » veut dire.

Dans cet axe de réflexion, des communications qui permettront de faire le point sur la dimension oligarchique de la représentation à travers études sur la sociologie des élus locaux, nationaux, européens et de leurs collaborateurs sont attendues ainsi que des communications qui viseront à ré-encadrer le travail des élus dans des univers professionnels pour mettre à jour les pratiques liées au travail de représentation politique au sein et à côté des partis. Il s'agirait ici de réfléchir au travail politique de représentation : quels acteurs ? (militants, think tank, institut de sondage, consultant etc.), quelles pratiques ? (participation, sondages, « tenir les murs et serrer les mains » etc.). Dans cette perspective, les analyses socio-historiques sont particulièrement bienvenues.

2^{ème} axe : Représentation et construction des groupes sociaux.

Un second axe de réflexion vise à étudier la compétition permanente pour la reconnaissance des capacités à parler au nom des différents collectifs mobilisés ou mobilisables dans la lutte pour la construction de l'intérêt général et donc aussi sur la construction des groupes sociaux. On sait que « le groupe se fait à travers son porte-parole », que les organismes publics produisent des « classifications » (sans-papiers, classes moyennes, les consommateurs) qui informent le monde social et peuvent devenir des supports de l'action collective et que plus largement, les groupes ne sont pas extérieurs aux organismes publics mais qu'ils sont autant des contributeurs de l'action publique que des produits de celle-ci. Néanmoins, il reste beaucoup à comprendre du « façonnage organisationnel » des publics, des intérêts, des groupes sociaux, des comportements. En effet, l'exemple du PCF et de la classe ouvrière démontre à lui seul comment la représentation politique contribue à informer le social et réciproquement. Par ailleurs, il s'agit de s'interroger sur la façon dont les jeux d'échelles contribuent à transformer les modalités d'accès à la représentation politique des groupes sociaux.

Aussi dans ce deuxième axe, trois entrées nous semblent particulièrement heuristiques. La première vise à analyser comment les représentants se représentent leurs publics, leurs comportements et leurs opinions. Recours à des indicateurs, porte-parole de l'opinion, instrument participatif, soutiens partisans ou associatifs... la liste des modes opératoires et des savoir-faire mobilisables par les gouvernants pour représenter les besoins, les attentes, les comportements des publics apparaît infinie, et surtout mal connue. La seconde prend pour objet la construction des groupes sociaux. En quoi le travail de représentation informe-t-il le social ? Existe-il des possibles non-advenus d'un travail de représentation qui aurait échoué à produire des groupes sociaux ? Enfin, la troisième questionne les conditions d'accès à la représentation. Comment les groupes accèdent-ils à la représentation politique ? Quelles ressources mobilisent-ils ? A quelles échelles (local, UE, national) ? Quels sont les effets de ce jeu d'échelles sur la représentation ?

Sont attendues des communications basées sur des investigations empiriques poussées, portant de façon monographique ou comparative sur les terrains français et/ou étrangers, locaux et/ou nationaux.

Les propositions de communication, d'une longueur d'une à deux pages, sont à transmettre par courriel à l'adresse suivante (alicemazeaud@yahoo.fr) **pour le 15 novembre 2012.**

Elles comprendront un titre, présenteront le matériau empirique et les méthodes mobilisés ainsi que le(s) terrain(s) d'analyse. L'acceptation sera notifiée aux auteurs mi-décembre 2012. Les textes des communications devront parvenir aux organisateurs le 15 mars 2013.

Organisation :

Delphine Dulong (CESSP-CRPS/Paris 1), Alice Mazeaud (CEJEP/ La Rochelle), Antoine Roger (C. E. Durkheim/IEP Bordeaux).

Comité scientifique :

Myriam Aït-Aoudia (C. E. Durkheim/IEP Bordeaux); Philippe Aldrin (CHERPA/IEP Aix en Provence); Loic Blondiaux (CESSP-CRPS/Paris 1); Daniel Gaxie (CESSP-CRPS/Paris 1); Bernard Lacroix (GAP/Nanterre); Patrick Lehingue (CURAPP/Amiens); Remi Lefebvre (CERAPS/Lille 2); Helene Michel (GSPE-Prisme/IEP Strasbourg); Julian Mischi (INRA); Yann Raison du Cleuziou (C. E. Durkheim/Bordeaux 4); Marion Paoletti (C. E. Durkheim/Bordeaux 2)